



Un banquier est en place, organisons la riposte!

Emmanuel Macron (66,10 %) a remporté le second tour de l'élection présidentielle contre Marine Le Pen (33,90 %). Mais nombreux sont ceux qui ont refusé de prendre position face à ce non-choix et ont souhaité montrer leur rejet de ces candidats. Reste en tout cas à préparer les luttes à venir du troisième tour social.

LES ÉLECTIONS DU REJET

Si Emmanuel Macron croit pouvoir s'enorgueillir d'une victoire confortable en pourcentages, le vote a surtout été marqué par 12 millions d'absentions (un record de 25,44 % des inscrits), plus 4 millions de bulletins blancs ou nuls (11,5 % des votants, un record aussi). Ces chiffres sont notamment importants dans les quartiers populaires, preuve du rejet massif de la millionnaire xénophobe comme de celui qui incarne le « monde des affaires ». Il reste que le Front national a rassemblé plus de 10 millions d'électeurs. Un score encore jamais atteint par l'extrême droite et qui ne donne pas aux travailleurs de quoi être à la fête. Le lit du FN a été préparé par la suite d'attaques menées par



Sarkozy, Hollande et consorts ces dernières années contre les classes populaires, Marine Le Pen tablant sur leur écœurement pour récupérer des voix. Elle n'a pas été élue, mais la progression des idées qu'elle propage, et sa volonté de division des exploités et opprimés entre eux, continueront à répandre leur poison. Et la politique anti-ouvrière proposée par Macron restera sa meilleure alliée.

POUR LES PATRONS, TOUT EST BON CHEZ MACRON!

Malgré le grand nombre de ceux qui ont refusé de choisir entre deux maux, malgré ceux qui ont voté pour lui

la mort dans l'âme pour rejeter Le Pen, Macron fait mine de présenter son élection comme un vote d'adhésion à un projet entièrement construit autour des attaques contre le monde du travail. Mais l'« adhésion » dont il se targue est celle de notables qu'il a agrégés autour de lui, à commencer par Laurence Parisot, ou Pierre Gattaz, l'actuel dirigeant du Medef qui lui assure « sa bienveillance ».

Dans la lignée de la loi Macron et de la loi Travail, décidées sous Hollande, son successeur veut « aller vite » et lancer les premières estocades contre les travailleurs dès l'été en légiférant par ordonnances. Il en résulterait

un nouveau détricotage du Code du travail au profit des patrons et la généralisation des « accords » d'entreprise visant à fragmenter les droits de tous à coups de chantage patronal.

Le programme de Macron repose également sur 60 milliards d'euros d'économies budgétaires. Là encore, pas question d'aller piocher dans les poches de ses amis banquiers et évadés fiscaux. Il propose plutôt 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires et la baisse des dotations aux collectivités locales. Dans le même temps, il annonce des baisses d'impôts pour les plus aisés. Détruire les services publics, attaquer les droits des

travailleurs et mettre au pas les chômeurs, tel est le programme Macron. De vieilles recettes anti-ouvrières qu'on nous a déjà trop servies.

MOBILISONS-NOUS SUR NOTRE TERRAIN DE CLASSE

Avec Macron, une « nouvelle page » s'ouvrirait selon ses propres mots.

Chiche! Les travailleurs ont donc tout intérêt à ouvrir une nouvelle page de la lutte de classe contre un gouvernement et un patronat à l'offensive. La colère et la défiance qui se sont exprimées dans les urnes est une chose; la combativité qui pourra occuper la rue et les lieux de travail en est une autre.

Dès à présent, travailleurs, chômeurs, précaires, étudiants, il faut nous organiser sur nos lieux de travail et de vie pour construire un rapport de forces à la hauteur des attaques à venir. Plus que des élections au choix biaisé, c'est dans ces luttes quotidiennes qu'on pourra réellement faire de la politique, faire barrage aux idées immondes du Front national et lutter pour notre émancipation.

SOLIDARITÉ CONTRE LES ACTES HOMOPHOBES EN TCHÉTCHÉNIE

Depuis plus d'un mois de timides mais effroyables informations concernant les homosexuels nous parviennent de Tchétchénie, cette République « autonome » de Russie, dirigée par le fidèle serviteur de Poutine Ramzan Kadyrov. Alors que ce dernier assimile les homosexuels à des pédophiles, demande à ses flics de rester passifs face aux agissements des groupes fascistes et fait en revanche matraquer les tentatives de manifestations contre l'homophobie, Kadyrov les fait arrêter, enfermer et torturer, parfois jusqu'à la mort. Bien que selon lui, l'homosexualité n'existe pas en Tchétchénie, des

dizaines d'hommes homosexuels ou supposés l'être, sont persécutés, raflés — avec une rapidité rendue possible par les nouveaux réseaux de communication, facile à espionner — et enfermés dans ce qui ressemble à un camp.

UNE VÉRITABLE PURGE

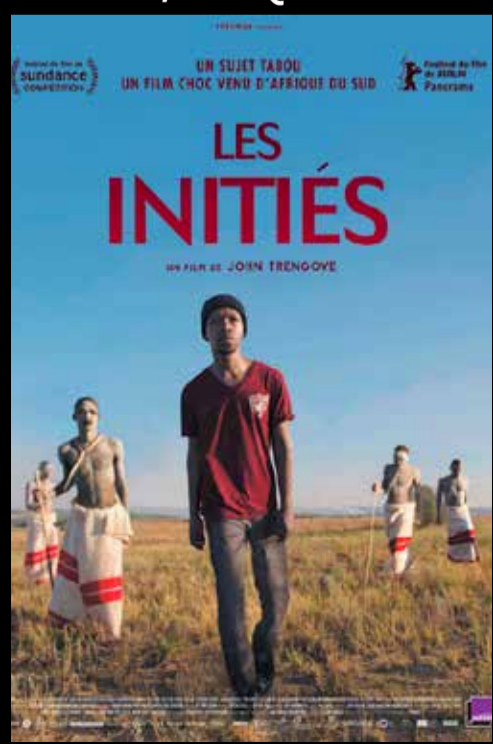
Les chiffres qui parviennent de Tchétchénie sont encore flous mais sont néanmoins inquiétants. On parle de plusieurs centaines de personnes concernées, une véritable purge. Sous cette terrible pression certains homosexuels sont contraints de se réfugier en Russie, pays bien connu pour son avance en matière de droit LGBT...

LA TCHÉTCHÉNIE N'EST PAS UN EXEMPLE ISOLÉ

L'exemple de Tchétchénie n'est malheureusement pas une exception de par le monde. Les droits des LGBT sont encore loin d'être respectés partout. Dans 73 pays l'homosexualité est encore considérée comme un délit. Et même dans les pays dit « occidentaux » l'égalité des personnes homosexuelles n'est toujours pas atteinte. Rien que pour l'exemple de la France on peut citer la date de très tardive de 1981 qui marque le retrait de l'homosexualité des maladies mentales!

À VOIR : LES INITIÉS 2017, AFRIQUE DU SUD

Le festival du film gay de Nantes s'est clôt ce dimanche avec de belles découvertes. Malgré la fin des subventions décidée par le président républicain de la région, le très obscurantiste Retailleau, le festival a tenu ses promesses. Parmi ces perles, le film Sud africain se distingue. À travers la découverte d'un rite initiatique traditionnel on découvre un sujet tabou. Ce film pose des problèmes qui vont au-delà des questions complexes de genres. Il aborde la question de la masculinité dans toutes ses dimensions, avec un traitement sobre qui n'exclut pas l'élégance. Un décentrement utile, un travail de pionnier qui mérite attention.



Venezuela : crise économique, répression, questions embarrassantes pour la gauche.

La répression au Venezuela a fait près de 40 morts en quelques jours. Les manœuvres des États-Unis sont transparentes. Mais pas seulement. Le modèle du socialisme du XXI^e siècle de Chavez touche à ses limites. De la France Insoumise aux rangs parfois de quelques révolutionnaires, cette expérience était vue comme une alternative. Ce n'est pas notre cas. À nos yeux la construction d'une nouvelle société se fait par le bas, en expropriant les possédants, en brisant leur État. Nous proposons ce témoignage d'une militante latino-américaine du courant international Socialisme ou Barbarie. Les problèmes posés ici sont plus essentiels que les illusions d'une gauche prétendument radicale.

Pour affronter les graves problèmes que nous, les travailleurs et le peuple, endurons, nous devons nous organiser en toute indépendance vis-à-vis du gouvernement et de la droite pro américaine.

Nous subissons une inflation énorme, le salaire plus les primes ne couvrent que 10 % des dépenses de nourriture et d'hygiène. Mais même à des prix exorbitants les produits les plus communs figurant au menu des Vénézuéliens comme le riz, l'huile, la farine de maïs, les haricots, n'apparaissent nulle part. On peut acheter deux pains par personne, mais il faut faire la queue, comme dans les films sur la vie en Europe pendant la guerre, quelque chose de jamais vu au Venezuela.

Il est vrai que, durant la fin des années 1980 de nombreuses familles vénézuéliennes avaient faim, quand le gouvernement néolibéral payait la dette au FMI. Mais il n'y avait pas de pénurie d'aliments. Maintenant, la misère atteint même les classes moyennes. Les personnes âgées en viennent à pleurer et se sentent démoralisées parce qu'ils ne reconnaissent plus leur pays. Ils pensaient mériter une vieillesse paisible, maintenant ils doivent galérer pour manger, attendre debout sur le trottoir l'ouverture des magasins avant le petit matin.

Dans la rue on se regarde et pas besoin de mots, le désespoir et l'incrédulité se lisent dans les regards. Dans les foyers, même de classe moyenne, on ne dîne pas tous les jours. Les silhouettes se font déjà plus minces : voilà le régime d'amaigrissement de Maduro!

Tous attendent des lots d'aliments que le gouvernement s'est engagé à vendre à bas prix, avec des produits tels que : un kilo de riz, du sucre, une bouteille d'huile, un kilo de farine, de la viande, du poulet, du papier toilette. Un sac par famille tous les 15 jours! Et ceci à condition qu'il arrive et ne se perd pas dans les méandres de la distribution corrompue et des réseaux mafieux. Et comme le conseil communal est chargé d'organiser la vente des sacs, se déclenchent des bagarres entre voisins : « Celui-



là, il a de l'argent! », « Lui, il n'habite pas ici! » « C'est un anti-gouvernemental! », « Moi, j'ai droit à deux sacs! »...

Le prix du sac annoncé par le gouvernement est de 1700 bolívares... mais en réalité il faut payer 3000 à 4000... Ces produits si nécessaires, peuvent aussi être obtenus au marché noir... mais à 400 % de la valeur indiquée!!! Maintenant, le gouvernement a chargé les militaires de la distribution alimentaire, du port jusqu'aux quartiers. Bien qu'il y ait un peu d'honnêteté — chose improbable dans cette société capitaliste et sans tenir compte de la corruption omniprésente, cela se limitera à une distribution de la misère. **C'est que pour les aliments, les importations ne s'élèvent plus qu'à moins d'un quart du volume qui arrivait en 2012!**

Le gouvernement doit payer les dettes contractées avec la Chine et d'autres créanciers. Ainsi, au lieu d'acheter de la nourriture nécessaire à la population, il paye les dettes. Petit détail : on ne sait pas à combien s'élève la dette vénézuélienne. On dit que la Chine exige que l'État vénézuélien finance des importations qui ne correspondent pas aux nécessités prioritaires pour la population. J'ai vu cette semaine arriver à un magasin des équipements de musculation chinois, en pleine pénurie d'aliments de base!

L'hyperinflation, les banques et la politique économique du gouvernement rendent la vie très difficile. Avec ce qu'il est permis de retirer quotidiennement aux distributeurs de billets, on peut à peine payer un déjeuner dans un restaurant ordinaire. Jour après jour, il faut retirer des billets.

Dans les villages à la campagne, là où il n'y a pas de guichets de banque ou qu'ils ne fonctionnent pas, les magasins d'alcool, qui ne ferment jamais, facturent 15 % pour des transactions fournissant de l'argent en espèces. C'est une énorme arnaque dirigée contre les pauvres. Il est très difficile de faire des courses, du fait de l'hyperinflation. Les espèces s'épuisent en deux produits et le reste doit être payé par carte de crédit. Il faut passer par plusieurs magasins, faire la queue à chaque fois quasiment produit par produit, ainsi que pour la connexion téléphonique avec la banque. Dans les villages les connexions

sont fréquemment interrompues, ce qui pratiquement paralyse le marché. Impossible d'acheter le plus nécessaire pour vivre, même avec de l'argent sur le compte. La corruption touchant les syndicats a également changé. Avant les ministères achetaient les dirigeants syndicaux avec une commission de 0,1 % des ventes — organisées par l'administration — d'appareils électroménagers aux travailleurs. Ainsi les bureaucrates arrivaient à disposer d'appartements et de voitures, que les travailleurs de base ne pouvaient pas se payer. Maintenant, comme il n'y a plus d'articles à vendre, des entreprises associées au ministère prêtent de l'argent aux travailleurs affamés. Pour un emprunt de 20 mil bolívares, 52 mil sont déduits du salaire, et le dirigeant syndical reçoit toujours 0,1 % de cette activité lucrative. Les usagers et bureaucrates gagnent avec le désespoir des travailleurs. C'est l'adaptation des méthodes employées par la démocratie bourgeoise vénézuélienne depuis 1958, de contrôle de syndicats, que d'ailleurs l'État vénézuélien a peut-être copiées antérieurement des entreprises pétrolières étrangères.

LES TRAVAILLEURS LUTENT

Il y a des grèves et des manifestations contre cette situation insupportable. Les hôpitaux, les enseignants, les techniciens et les travailleurs de l'entreprise publique d'électricité Corpoelec, que nous avons accompagnés à l'occasion d'une mobilisation passant par le centre de Caracas. Les travailleurs de Corpoelec, environ 50 000 dans le pays, demandent une nouvelle convention collective avec un salaire de 100 mil bolívares, somme encore insuffisante pour les dépenses d'une famille. Mais très peu étaient présents dans la mobilisation; dans les secteurs en en lutte, 80 % des travailleurs sont grève. Tous ne sont pas en grève parce qu'ils ont peur d'être licenciés. Et ceux qui sont en grève, ont des doutes, parce que du fait du mécanisme des primes salariales, ils perdent plus de 50 % de leur rémunération, dans une situation d'effondrement extrême des salaires. C'est un conflit difficile, ces travailleurs en leur majorité font la maintenance préventive et la réparation en cas d'incidents. Les très bas salaires sont un facteur

du contexte dans lequel se produisent de nombreuses pannes d'électricité, en particulier en province. Le dirigeant du syndicat de Corpoelec, bolivarien, est le même qu'avant l'époque de Chavez, un ancien « adeco », c'est-à-dire du parti Acción democrática. Comme beaucoup d'arrivistes, il a retourné sa veste pour se maintenir dans des positions de pouvoir. Les travailleurs le savent et n'ont pas confiance en lui. Les tentatives de créer des syndicats indépendants n'ont pas encore réussi, du fait que le chavisme conserve le contrôle et à cause de la faiblesse des divers groupes révolutionnaires, qui jusqu'à récemment ont agi séparément.

LE GOUVERNEMENT

Malgré l'énorme mécontentement, le gouvernement maintient la situation sous contrôle. Il a le soutien de l'armée, peut-être le secteur le plus privilégié durant ces années. Exemple : les forces armées gèrent actuellement l'exploitation minière en Amazonie : l'or, le coltan, le fer et les diamants. Un décret particulier traite de ce qui est appelé « l'arc minier ». On continue l'extractivisme, causant d'immenses dommages écologiques, et sans développement des forces productives pour le bien-être de la population, avec des contrats d'exploitation qui favorisent les entreprises minières étrangères[1]. Diosdado Cabello, militaire, — à qui vient d'être assigné un rôle qui le place en quelque sorte en situation de premier ministre —, la main dure « socialiste » du régime, menace de répression quiconque exprime une critique, et il fait ainsi un amalgame entre la droite pro-impérialiste rassemblée dans la MUD (Mesa de la Unidad Democrática, c'est-à-dire Table de l'Unité Démocratique), et les parties et les militants de gauche. Maduro fait de même, en civil, dans un parler populaire, qui se croit drôle. Le gouvernement a réussi à contrôler les émeutes et les pillages de masse en juin de cette année, causés par la faim dans l'État de Sucre, à l'est du pays. Pour éviter un autre soulèvement, les denrées alimentaires importées arrivent maintenant au port de cette région, laissant le centre et l'ouest du pays s'enfoncer dans la pénurie. Dommage que

les manifestations spontanées des travailleurs et du peuple n'atteignent pas une expression politique révolutionnaire. Voilà la tragédie depuis 1992. Chavez s'est fait représentant des aspirations du peuple vénézuélien, pour le démobiliser, rétablissant la domination bourgeoise, bonapartiste, populiste et nationaliste. Le gouvernement a réussi à empêcher le référendum prévu par la Constitution, jusqu'à maintenant. Certes, l'opposition de droite a recueilli les signatures nécessaires, le gouvernement et ses organismes ont fini par reconnaître que la droite a obtenu les signatures nécessaires pour la première étape. Si le référendum se réalise, Maduro perd certainement, et doit quitter le gouvernement. Cela, malgré le fait qu'une grande partie des travailleurs ne sont pas dupes et savent qu'un gouvernement de droite serait pire. Il éliminerait ce qui reste des missions, des soins médicaux immédiats, des écoles avec de la nourriture pour les enfants, etc. Une catastrophe pire peut-être que le cas de Dilma au Brésil.

Le gouvernement réprime les luttes des travailleurs et des groupes de gauche. À première vue, les organismes de répression ne ressemblent pas beaucoup à ceux de l'Allemagne ou de la France, etc. Dans ces pays il s'agit de véritables robocops violents, rien qu'en les voyant on craint les dommages physiques, et ils sont là pour ça. Au Venezuela, les flics parlent et rient avec les manifestants... ils semblent plus inoffensifs... Mais quand vient l'heure de réprimer, ils ne sont pas moins nocifs que ceux des pays développés. Le gouvernement a monté un dispositif nommé Operación Liberación y Protección del Pueblo (Operation libération et protection du peuple, OLP), qui a carte blanche pour tuer des voyous, des malfrats connus, sans procès préalable. Du fait du ras-le-bol du peuple face à la criminalité, les lynchages dans les quartiers populaires sont de plus en plus fréquents.

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION MILITANTE

Des étudiants universitaires de divers groupes de gauche, sauf ceux qui sont dans le PSUV (Parti socialiste uni de Venezuela) comme Marea Socialista Línea Originaria, manifestent ensemble contre le décret sur l'arc minier. Les jeunes générations ne se sont pas fait d'illusions au sujet de Chavez, elles critiquent le gouvernement, et en même temps elles n'attendent rien de la droite. Ces jeunes parviendront à construire une alternative révolutionnaire autonome face au Chavisme et aux pro-US de droite. Sans beaucoup d'explications ils peuvent comprendre que seule la classe ouvrière organisée, impliquant spécifiquement les jeunes, les femmes, peut conduire la marche vers une société socialiste véritablement humaine.